



ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

LETTRE D'INFORMATION – Mardi 7 avril 2009

Agenda

Lundi 27 avril

15h : **Jean TIROLE**, directeur de l'École d'économie de Toulouse : « *L'enseignement de la science économique dans l'Université et la recherche françaises* ».

Lundi 4 mai

12h30 : Réunion de la section Économie politique, statistiques et finances, salle 3.

15h : **Stéphane RIALS**, membre senior de l'Institut universitaire de France, professeur agrégé des Facultés de droit à l'Université Paris-II : « *Le droit, la formation du juriste et les disciplines humaines* ».

Lundi 11 mai

15h : **Jean-Louis QUANTIN**, directeur d'études à l'EPHE : « *Les problèmes de l'Université française aux XVII^e et XVIII^e siècles* ».

Lundi 18 mai

15h : **Philippe RAYNAUD**, professeur à l'université Paris-II : « *"L'Empire du Milieu" et l'Université : réflexion sur l'histoire de l'enseignement secondaire français* ».

Lundi 25 mai

12h30 : Réunion de la section Économie politique, statistiques et finances, salle 3.

15h : **Mireille DELMAS-MARTY**, membre de l'Académie : « *La réforme de la procédure pénale* ».

Lundi 8 juin

15h : **Jean-David LEVITTE**, membre de l'Académie : « *Notice sur la vie et les travaux de Raymond Triboulet* », Grande salle des séances.

Lundi 15 juin

15h : **Jean-Claude MALLET**, président du conseil d'administration de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm : « *L'ENS dans le paysage universitaire français* ».

Lundi 22 juin

15h : **Richard DESCOINGS**, directeur de Sciences Po' : « *L'Institut d'Études politiques dans le paysage universitaire français* ».

Séance du lundi 6 avril

Après adoption du procès verbal de la séance du lundi 30 mars, **Jean-Claude Casanova**, président de l'Académie a fait procéder aux dépôts d'ouvrage.

Jean Tulard a présenté à ses confrères l'ouvrage de Jacques Jourquin *les Maréchaux de la Grande Guerre* (14-18 Éditions, 2008, 639 pages) et l'ouvrage de Marie-Pierre Rey *Alexandre I^{er}- Le tsar qui vainquit Napoléon* (Paris, Flammarion, 2009, 592 pages).

Yves Lichtenberger, président du Pôle de recherche et d'enseignement supérieur "Université Paris-Est", a fait une communication sur le thème « *La loi sur la liberté et la responsabilité des universités et l'émergence d'un nouveau modèle* ». Il a tout d'abord rappelé le contexte historique qui explique bien des résistances actuelles : « *Le terme "université" désigne à l'origine une communauté de pairs de toutes disciplines, savants-enseignants, regroupés en un même lieu, organisés de façon autonome et assumant en commun une même mission : la mise à jour et la transmission de leurs savoirs. Dans notre histoire s'est manifestée une méfiance constante du pouvoir central à l'égard de telles communautés savantes, ancrées dans un territoire et parlant au nom de tous les savoirs constitués. Après la dissolution des universités par la révolution française au même titre que toutes les corporations, Napoléon ne recréa l'Université française que sous la forme d'un ministère d'État. La 3^{ème} puis la 4^{ème} République, rétablirent des facultés sans redonner la main à des universités. Celles-ci ne furent recrées qu'après le choc de mai 68, et encore du bout des lèvres, en veillant localement à leur séparation entre sciences et sciences sociales et humaines, et souvent aussi entre sciences « à droite » et sciences « à gauche », On ne peut expliquer autrement que par cette histoire très politique, et très largement déconnectée de toutes considérations pédagogiques ou scientifiques, le découpage actuel des universités à la française, les Lyon 1, 2 et 3, ou les Paris1, 2,... jusqu'à 13 ».*

Puis il a expliqué, avant d'exposer les différentes étapes de la « *construction institutionnelle progressive* » des universités que « *le système français d'enseignement supérieur et de recherche, avec son architecture très particulière, a aujourd'hui atteint un double point de non-retour : la fin du modèle facultaire, la fin de la coupure entre enseignement, recherche et professionnalisation, entre universités, écoles et organismes. Elle l'a atteint parce que s'est établie progressivement la conscience de ce qu'il ne pouvait satisfaire : une élévation massive de qualification professionnelle de la population, la transmission d'une culture d'innovation liant diffusion des connaissances et des pratiques de recherche. Voilà ce qui a poussé les forces d'un pays qui y était a priori peu disposées, à donner un rôle pivot à un modèle universitaire, retrouvant par là même la force de son origine et rejoignant la qualité des standards internationaux* ».

Yves Lichtenberger a ensuite répondu aux questions posées par **Gérald Antoine**, **Jean-Robert Pitte**, **Georges-Henri Soutou**, **Bernard Bourgeois**, **Pierre Bauchet**, **Jacques de Larosière** et **Jean-Claude Casanova**.

Nouveautés sur le site de l'Académie www.asmp.fr

- Communication d'**Yves Lichtenberger**, président du Pôle de recherche et d'enseignement supérieur Université Paris-Est, le lundi 6 avril, sur « *La loi sur la liberté et la responsabilité des universités et l'émergence d'un nouveau modèle universitaire* ».

Dans la presse et sur les ondes

- À l'occasion de la réunion du G-20, du voyage de Barak Obama en Europe et du 60^{ème} anniversaire de l'OTAN, **Thierry de Montbrial** a été l'invité de *France info* le 2 avril à 8h15, de *i-télé* et de *LCI* le 4 avril. Le mardi 7 avril il sera « Face à Alain Minc » sur *Direct 8*. *Valeurs actuelles* du jeudi 2 avril publie un débat entre Thierry de Montbrial et Jean-Pierre Chevènement sous le titre « Fallait-il revenir dans le commandement militaire de l'Otan ? ».

- **Thierry de Montbrial** : « A world in need of a new order », *New York Herald Tribune*, jeudi 2 avril. « There is no way to maintain an open world without strong states able and willing to cooperate through efficient and legitimate frameworks. If we fail to move in this direction, we risk reproducing a kind of post-World War I scenario: The combination of nationalist forces and beggar-thy-neighbor protectionist policies could lead to a planetary disaster ». – « Remettre en ordre la finance, c'est la priorité », *Ouest-France*, dimanche 29 mars. « Mon expérience de plus de 30 ans m'a appris que rien ne sert d'avoir raison, si on ne s'exprime pas au bon moment. Ajoutez à cela que les gens lucides parlent souvent dans le désert, tandis que d'autres accèdent à la position de gourou, grâce aux circonstances et à leur talent de communicant. Le prototype en a été Allan Greenspan, président de la Réserve fédérale de 1987 à 2006. Il était idéologiquement convaincu qu'il ne fallait surtout pas réglementer la sphère financière. Le moindre propos positif de cet homme l'emportait sur toute mise en garde que l'on pouvait émettre ».

- **Yvon Gattaz** : « Du culte de la dette au retour de l'épargne », *Le Monde*, samedi 4 avril. « Après Guizot et son célèbre appel "*Enrichissez-vous par le travail et l'épargne*", culte de l'épargne vertueuse, résultat de longs efforts et de constantes économies, on vit s'installer peu à peu le culte de la dette. [...] Le snobisme de la dette descendit [des entreprises] jusqu'aux particuliers qui n'envisageaient plus d'acheter un appartement, une voiture et même un réfrigérateur autrement que par endettement. Cette méthode facile était encouragée à la fois par l'inflation, qui a permis longtemps de rembourser ces dettes en monnaie de singe, et par les taux d'intérêt très bas qui apparaissaient comme providentiels et dont personne n'a réalisé la perversité à terme. [...] Et puis nous sommes entrés dans la banalisation de la dette. [...] Les entrepreneurs prudents s'entendirent recommander de mieux utiliser leurs fonds pour une croissance accélérée. Et un curieux théorème apparut : "*Les économies freinent la croissance*" [...] Les résultats furent étincelants. Des fortunes himalayennes se bâtirent en peu de temps, ridiculisant les investissements en laboratoires ou en usines pour produits stupidement manufacturés. Le monde des affaires, qui était déjà passé de l'industrie au commerce, passa du commerce à la finance. [...] Le jeu de l'argent est grisant. Mais les séismes y sont dévastateurs. La dette est basée sur la confiance, confiance surtout dans le remboursement. [...] L'effondrement de la dette, après son feu d'artifice, a montré son incroyable fragilité. Et, subrepticement, l'économie de l'épargne ressort de la naphthaline. Aujourd'hui, l'épargnant qui dispose de liquidité est roi par rapport à l'endetté qui ne peut rembourser et vend ses actions à vil prix pour tenter d'honorer ses engagements audacieux. [...] Dans le même temps, des intellectuels, tenants de cette civilisation postindustrielle qui méprisait la production, bonne pour la Chine, se font plus modestes et reconnaissent qu'il serait bon de garder en Europe, et bien sûr en France, des usines de production de produits manufacturés. [...] Si l'industrie manufacturière crée des richesses pour tous, la spéculation est un jeu à somme nulle : les gagnants et les perdants s'équilibrent, tout comme Fourastié avait démontré que la redistribution ne créait pas, elle ne plus des richesses, mais les déplaçait simplement. C'est le défaut grave et souvent peu connu de cette spéculation, devenue depuis peu un jeu mondial au grand dam des petits épargnants, toujours lésés *in fine* après quelques gains apparents ».

En bref

- Sous le 31 mars, au ministère de la Culture, en présence de Roselyne Bachelot, ministre de la Santé, et d'Édouard Balladur, ancien Premier Ministre, **Marianne Bastid-Bruguère** a prononcé un éloge d'Yves Coppens et lui a remis le Prix Georges Pompidou 2008.

- L'Association ASMEP devient le Syndicat des Entreprises de Taille Intermédiaire ASMEP-ETI. Cette décision a été adoptée par le Conseil d'Administration d'ASMEP le 12 mars 2009 et a été confirmée immédiatement au Gouvernement, et portée à la connaissance du public lors des Entretiens d'ASMEP présidés par **Yvon Gattaz** le 25 mars au Sénat, en présence d'Hervé Novelli, Secrétaire d'État aux PME, et de Brice Hortefeux, Ministre du Travail. Ces ETI, Entreprises de Taille Intermédiaire, créées par la Loi de Modernisation économique du 4 août 2008, emploient entre 250 et 5.000 personnes, réalisent un chiffre d'affaires inférieur à 1,5 milliards d'euros et ont un total de bilan inférieur à 2 milliards d'euros. Il y a en France 4600 ETI qui réalisent 33% des exportations, avec 21% des salariés d'entreprises.

- **Raymond Boudon** donne à l'université de Trente une série de cours de doctorat sur le thème « The social sciences on the theory of rationality », du 30 mars au 10 avril.